

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 592 2 DECEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le 3 décembre est la fête de Saint François Xavier qui vécut de 1506 à 1552. Un des six premiers membres de la Compagnie de Jésus, les jésuites, cet espagnol évangélisa les Indes, l'Indonésie, le Japon et mourut en route vers la Chine.

EDITO

LA REINE D'ESPAGNE

La Reine d'Espagne vient de prendre des positions extrêmement courageuses. Un livre : « la Reine de très près » est signé de Pilar Urbano, déjà auteure d'une biographie du roi Juan Carlos. Dans ce livre, elle condamne sans nuance le mariage gay, l'euthanasie, l'avortement, le féminisme, la loi sur la parité, l'éducation laïque, les républicains. Elle a précisé « les lois civiles ne doivent pas ignorer les lois naturelles ».

La Reine a aussi déclaré que si les homosexuels « veulent vivre ensemble, s'habiller en mariés et s'épouser, cela peut-être leur droit ou pas, en fonction des lois de leur pays, mais qu'ils n'appellent pas cela un mariage, parce que ne l'est pas ».

La Casa Real avait lu et donc accepté le manuscrit.

C'est une première de la part d'une personnalité royale. Il est évident qu'elle n'a pas pu prendre cette position sans l'accord du monarque lui-même. Il est même permis de se demander si Zapatero n'était pas d'accord, non certes pour s'être converti à la vérité, mais simplement dans un calcul politicien qu'on ne connaît pas.

Enfin un démenti de la maison royale a été publié ; à remarquer que certains conservateurs ont « lâché » la Reine.

Cette histoire est extraordinaire car elle montre que, si les forces qui résistent à la subversion mondiale subissent des revers, elles ont également des ressources en réserve.

Mais, par ricochet, elle nous ramène d'une manière parfaitement inattendue en France.

À cette occasion, et d'une manière surprenante, l'hebdomadaire : « Point de vue » dévoile son véritable visage. Sous une déjà ancienne rédaction, il était possible de le lire et de le faire lire sans problème. Il n'était, certes, guère « intello », ce qui n'est pas, d'ailleurs, nécessaire. Il montrait des personnages en beau costume, souvent d'ailleurs des monarques ou d'anciens monarques. Il vaut mieux, après tout, voir ces personnages, que des « jeunes » en pantalons sales prêts à en découdre avec la force publique !

Avec la direction actuelle, tout est changé et il est notoire que l'hebdomadaire fait une propagande idéologique de plus en plus douteuse, bien que souvent masquée. À propos de la Reine d'Espagne, il dévoile toutes ses batteries.

Il commence par saluer le premier ministre Zapatero qui a : « enfin replacé l'Espagne dans le sens de la modernité, tout du moins au sens éthique et moral » !

En rendant compte des faits, il montre une photo de la Reine faisant une véritable grimace : la photo est-elle retouchée ? On ne le saura jamais. En tout cas, la Reine, jusqu'à présent, nous a habitués à une grande maîtrise d'elle-même, malgré divers aléas difficiles qu'elle a connus. La photo est accompagnée d'une plaisanterie douteuse et insolente en gros caractère dans le titre de l'article : « Sophie d'Espagne, un anniversaire pas très gay ». En effet, il se trouve que la Reine fête ses 70 ans.

L'hebdomadaire termine sa page complète en poursuivant dans le mépris par une citation de Beaumarchais : « Parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie ».

Il faut retenir tous ces faits car ils conduisent à une conclusion.

Sous sa rédaction actuelle, l'hebdomadaire continue a considérer que les activités des personnalités royales font partie de son fonds de commerce. Or, ces positions ne peuvent que nuire gravement à sa diffusion, certains abonnés ou lecteurs se décourageant.

Pour qu'un tel article ait été imprimé, cela signifie, sans doute, que pour la rédaction et les actionnaires, l'aspect idéologique dans le sens de la subversion fait partie des objectifs fondamentaux.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LA PROPAGATION DU DIVORCE

Les personnes objectives sont obligées de constater qu'une partie des maux de notre société repose sur la propagation des divorces à une allure accélérée : insécurité, malaise des enfants, échec scolaire, dégâts dans la santé, etc..

Olivier Bonassis donne les résultats d'une étude qui vient de paraître concernant les couples qui divorcent en France.

Les couples mariés seulement civilement divorcent une fois sur deux.

Les couples mariés à l'Eglise mais sans pratique religieuse divorcent une fois sur trois.

Les couples mariés à l'Eglise et allant à la Messe le dimanche divorcent une fois sur trois.

Les couples mariés à l'Eglise, pratiquant et ayant une pratique régulière de la prière, divorcent une fois sur 1420.

La conclusion est que dans une société vraiment chrétienne le divorce serait pratiquement exclu.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

PRIVATISER L'EDUCATION

Bonjour,

Certes la privatisation de l'éducation pourrait être une bonne chose. Mais pour fonctionner il faudrait que les équipes dirigeantes et les enseignants tournent casaque et abandonnent toutes leurs idées gauchistes. Or, comme vous le dénoncez, la France est véritablement paralysée par toutes ses idées étatistes ou collectivistes. Dès lors, vouloir la privatisation de l'éducation revient un peu à mettre la charrue avant les boeufs. La première chose à faire est de libérer les Français de leur carcan marxiste et de les entraîner à ne plus toujours demander l'aide de l'État pour un oui ou pour un non, ce qui les enchaîne chaque jour un peu plus à l'État.

Cordialement

Serge Douplitzky

ET AUSSI

Bonjour,

Il faut certes dégraisser le mammmouth...

Et il faut expliciter le libéralisme qui fait sourire les gens informés et conscients.

Les pays réputés les plus libéraux (comme les USA) subventionnent en fait largement des pans entiers de leur économie (agriculture, production d'armes)

Enseignant non syndiqué, vigilant face au totalitarisme de gauche comme de droite, je suis partisan de la possibilité de choix pour les familles entre une école libre (mais non subventionnée par l'état) et une école publique au service de la population pauvre.

L'éducation est la clé de l'avenir d'une société.

Le choix, c'est la condition de la liberté.

En tant que raélien, je ne crois pas en Dieu mais je respecte la liberté de pensée des catholiques.

J'attends en retour le même respect de nos différences.

Jean-Louis Huguenot

PRISONMANIA

Le Dr CRUSSOL a relaté l'expérience suivante aux USA : la viande a été totalement supprimée dans une prison ; en quinze jours le calme est revenu....la viande est d'ailleurs inutile, tant pis pour la pléthore de "médecins" ignares qui allèguent le contraire sans pouvoir le prouver, tout comme ils pratiquent l'allopathie, "médecine" sans fondement scientifique et de surcroît hors la loi rien qu'en consultant les lois de la République

Christian PENE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 1^{er} DECEMBRE 2008

LA DEFENSE EN DEROUTE

Nous savons tous que la défense, composante essentielle de la nation, est maltraitée d'une façon que l'on doit, hélas, qualifier de scandaleuse, et, ceci, depuis des décennies par les gouvernements de toutes sortes. Le sujet revient sans cesse sur le devant de la scène et, en particulier, dès que des militaires perdent la vie.

Les projets les plus récents visent principalement l'armée de terre. Ses effectifs passeraient de 135 000 hommes à 85 000 hommes. C'est extrêmement grave compte tenu des points suivants. Une grande partie des effectifs se trouve déjà engagée dans des opérations extérieures souvent douteuses ou dans des processus purement bureaucratiques comme nous allons le voir plus loin. Mais il y a plus grave : la menace intérieure est tout à fait présente et l'armée de terre serait une réserve stratégique pour la guerre qui pourrait s'ouvrir sur le territoire. D'autre part il y a, selon les rapports officiels, beaucoup de recrues qui ne sont guère attachées à la France. Enfin, dernier point, on peut s'imaginer qu'elle peut être l'état moral des officiers qui vont de nouveau se trouver devant des problèmes de carrière.

La Cour des Comptes dans un chapitre spécial de son rapport nous ouvre des horizons désolants sur l'usage que la France fait des ressources insuffisantes qu'elle consacre à la défense. Ce chapitre est consacré aux corps militaires européens permanents ; il est très déprimant et d'autant plus que ce n'est pas la première fois que la Cour s'y intéresse.

Elle commence par écrire : « la France privilégie désormais le cadre multilatéral pour ses engagements militaires extérieurs ». C'est, évidemment, les condamner par avance à l'inefficacité, car l'unité de commandement et de décision est essentielle dans le domaine militaire, comme partout ailleurs, même si c'est moins visible dans d'autres domaines.

Il y a sept corps militaires européens dont la France fait partie et la Cour indique : « ils ont tous été largement créés à l'initiative de la France mais apparaissent comme une accumulation d'unités assez disparates, peu maniables et sous-utilisés ». Dès maintenant et avant le détail qui vient plus loin, le lecteur comprend que c'est de l'argent purement détruit et des moyens dissipés, ceci avec en plus l'influence négative sur le moral des responsables et des acteurs.

Nous ne pouvons pas entrer dans tous ces détails mais cela vaut la peine d'essayer de résumer.

Le premier est la brigade franco-allemande créée en 1989 et qui rassemble 5000 hommes. Ensuite vient le corps européen de défense, dit aussi Eurocorps, à savoir un état-major d'environ 1000 personnes siégeant à Strasbourg et qui exerce sa subordination sur la brigade franco-allemande. L'Eurofor est un état-major d'une centaine de personnes situé à Florence ; créé en 1995, il ne comporte pas d'unité organique et assure la coordination d'exercices.

Sur le plan maritime, il existe deux entités. La force navale franco-allemande créée en 1991 et l'Euromarfor, équivalent naval de l'Eurofor et datant aussi de 1995. Sur le plan aérien, on compte deux entités. Le groupe aérien européen créé en 1994 est un groupe de réflexion et se limite à un état-major d'une vingtaine de personnes. Il existe aussi une cellule de coordination des transports aériens situés aux Pays-Bas avec 25 officiers.

Cette énumération montre aisément que l'échec était inévitable. Les partenaires internationaux de ces sept structures sont tous différents ; il est facile d'imaginer le désordre et les négociations internationales multiples dont elles sont le théâtre. Comme l'a dit la Cour, le tout est disparate. Autre caractéristique : il est question d'officiers d'état-major, c'est-à-dire de personnel de rang élevé : les meilleurs gaspillent ainsi leur temps dans des tâches inutiles.

La scène de la tragédie, car selon la Cour c'en est une, étant en place, il reste à comprendre comment elle se déroule et la Cour la décrit en quelques paragraphes.

Elle commence par épingleur : « des contentieux accessoires sources de blocage ». Sous cette modeste définition, elle vise des discussions indéfinies entre Etats partenaires sur des détails parfois ridicules. Elle précise : « des contentieux financiers ont, pendant de nombreuses années, bloqué la mise en oeuvre de dispositifs juridiques nécessaires au bon fonctionnement de certains de ces corps ».

Elle cite des exemples s'appliquant à chacune des structures. Par exemple, pour le corps européen de défense (Eurocorps), le projet de traité est daté du 22 mai 1992. Suit la description des diverses difficultés comme par exemple : « la défiscalisation partielle des biens de consommation acquis à titre individuel par le personnel non français du corps européen » Par suite de multiples problèmes de ce genre et d'autres voisins, la signature du traité n'est intervenue que le 22 novembre 2004 par les partenaires : France, Allemagne, Belgique, Espagne, Luxembourg. Il y a donc eu 12 années de perdues. L'on aperçoit, dans

un exemple de ce type, le manque de sérieux des dirigeants politiques de la France pendant toute cette période. Ils ont engagé des moyens considérables dans une voie nécessairement sans issue. Si une opération est extrêmement urgente, elle doit être décidée sans tarder et ne pas se perdre dans une négociation diplomatique à plusieurs.

Les autres exemples sont du même type avec des pertes de temps absolument inimaginables. L'Eurofor n'est pas gâtée : créée en 1995, elle a vécu depuis lors dans une « insécurité juridique permanente ». En particulier, il y avait l'impossibilité d'obtenir un permis de séjour en Italie pour les familles des militaires non italiens. La situation, semble-t-il, est toujours la même aujourd'hui.

La Cour cependant reconnaît « quelques progrès dans la gestion d'un ensemble toujours disparate ». Néanmoins et, malgré ces progrès, elle signale que la brigade franco-allemande dépend toujours de cinq autorités différentes ; c'est tellement compliqué que nous ne les énonçons pas, mais l'on imagine le désordre qui règne dans une unité militaire qui doit rapporter à cinq autorités différentes !

Enfin la Cour dénonce « une sous-utilisation manifeste » de ces structures. Cette sous-utilisation est telle que « dans les faits, depuis quatre ans, chaque corps n'a trouvé qu'une fois à s'employer dans des opérations extérieures pourtant nombreuses et, souvent, de façon modeste ». C'est une condamnation sans appel que la Cour confirme ainsi en concluant : « qu'elle ne méconnaît pas les lourdeurs inhérentes à toute décision d'emploi d'un corps multinational. Elle s'interroge cependant sur l'entretien de structures permanentes auxquelles il n'est qu'épisodiquement recouru ». Remarquons qu'elle ne formule aucun chiffre au sujet de l'argent détruit du fait de ces structures quelle accuse d'être inutiles : ce sont les « étranges silences » que j'ai dénoncés dans un livre.

Les enseignements de ce chapitre désolant du rapport de la Cour des Comptes sont nombreux.

La défense est une tâche régaliennne par excellence. Or elle sert depuis longtemps pour les pouvoirs politiques de variable d'ajustement budgétaire, leur permettant de continuer à dépenser allègrement l'argent ailleurs. Ce devrait être une raison impérative pour bien employer les fonds.

Ces corps internationaux sont des sortes de coalitions et une coalition dans le domaine de la guerre est toujours extrêmement difficile à gérer ; les exemples historiques sont nombreux et de tous temps. Ici la difficulté est multipliée : la France est « embarquée » dans plusieurs coalitions disparates et variables dans le temps.

Les moyens de l'armée sont faibles à cause des restrictions budgétaires qu'on lui impose et ils sont dissipés dans des gesticulations internationales et bureaucratiques sans signification aucune.

Le gaspillage se trouve aggravé par la composition du personnel engagé dans ces structures ; le personnel de haut niveau, dont les talents seraient mieux employés ailleurs, bénéficie certainement d'avantages financiers appréciables à l'occasion des détachements, ce qui

constitue une autre source de pertes. Notons que le rapport est aussi étrangement muet à l'égard de ce point qui, pourtant, est essentiel.

Pourrait-on aller plus loin et penser que l'Etat-Major n'est pas dupe de l'inutilité de ces gesticulations ? Dans ce cas il y verrait un moyen de satisfaire de brillants éléments qu'il n'aurait pas la possibilité de retenir dans des conditions plus ordinaires.

La question est un peu amère et elle doit inévitablement être posée.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE)

(Association de la loi de 1901)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

C O M M U N I Q U É

Nous avons l'honneur de vous inviter

À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU

LE JEUDI 4 DECEMBRE 2008 À 18 H 30.

SALLE DE L'ASIEM

6, RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS

MONSIEUR ALBERT SALON

Ancien Ambassadeur et Président de l'association « Avenir de la langue française »

Traitera le sujet suivant :

« LE FRANÇAIS ET LA FRANCOPHONIE MÉPRISÉS ! »

**Le Président,
Michel de PONCINS**

La langue française fait partie de notre patrimoine commun et nous savons tous les offensives dont elle est la cible. Une réaction est absolument nécessaire.

**Participation aux frais : 10 € Adhérents de CLE : entrée gratuite.
Journalistes : entrée gratuite.**

CITATIONS

Frédéric BASTIAT :

« L'action gouvernementale est essentiellement bornée à faire régner l'ordre, la sécurité, la justice. En dehors de cette limite, elle est usurpatrice de la conscience, de l'intelligence, du travail, en un mot de la liberté humaine »

Et aussi

« Quand on voit, chez un grand peuple, les gouvernements s'emparer du tiers des richesses produites par les citoyens, le capital ne pouvant s'accumuler pour donner du travail aux générations futures, des classes entières vouées aux plus dures privations, on est étonné que les révolutions ne soient pas plus fréquentes »

REVUE DE PRESSE

LE PRETENDU ART CONTEMOPORAIN

Le public se demande souvent comment le prétendu art contemporain se répand avec, il faut bien le dire, un appui massif du gouvernement. Il y a plusieurs causes s'ajoutant à cet appui.

Nous lisons une information intéressante, publiée par la LETTRE TRAIT DE LUMIERE éditée par le Père Francis Volle (21 bis rue Dareau 75014 PARIS)

Voici : « les circonstances m'ont placé récemment à table aux côtés d'un des directeurs du centre Beaubourg (Pompidou). La conversation a rapidement porté sur une exposition en cours d'art contemporain. L'art contemporain, tout en s'autoproclamant un art, recherche la laideur, une laideur qu'il appelle beauté. C'est un faux art, un art nihiliste, un art fait pour décerveler. Mon commensal d'occasion en fournissait des exemples à partir notamment de « l'urinoir » de Duchamp (un vrai urinoir, mais avec la signature du maître)

Le plus intéressant pour moi de la conversation n'était pas tant la liste évoquée des oeuvres mensongèrement artistiques, ni même l'aversion à leur égard de notre directeur, que son impuissance à intervenir : « tant d'intérêts commerciaux au idéologique sont en jeu que c'est s'opposer au diable ! »

Nous ne savons pas pour notre part si ce directeur croyait au diable mais la réponse est extrêmement significative.

Il y a dans le prétendu art contemporain un croisement étrange et diabolique entre les idéologies et les intérêts financiers.

BREVES

VOYAGE DANS L'HORREUR FISCALE

L'horreur fiscale ne se trouve pas simplement dans les grands impôts dont les montants sont absolument insupportables mais aussi dans l'existence de petits impôts que l'on découvre au fur et à mesure de la vie et que beaucoup ignorent jusqu'à présent.

Nous venons de découvrir une taxe tout à fait incroyable qui est prélevée sur le montant de certaines ventes publiques. Si vous vendez un objet à plus de 5 000 €, vous êtes redevables d'une taxe forfaitaire de 5 % sur la totalité de la vente qui est considérée comme une plus-value comme si l'objet ne vous avait rien coûté.

Lisez bien maintenant. Vous pouvez échapper à cette horreur fiscale par une option de votre part en faveur du régime commun d'imposition. Cela voudra dire que vous serez imposés probablement au taux marginal de l'impôt sur le revenu vous concernant.

Mais il faut pour cela un accord de votre contrôleur des impôts. L'accord sera obtenu, en particulier, si vous pouvez fournir la preuve de votre propriété depuis plus de 21 ans. Cela ne s'invente pas : c'est la réalité.

En cas de vente, après succession, vous pourrez être exonérés mais si vous vendez dans le délai de deux ans. Après, cela n'est plus possible.

Le déferlement des impôts sous lequel la France gémit est l'effet du socialisme ambiant. Nous avons souvent dit que le socialisme réduisait le peuple français à l'état d'esclavage vis-à-vis des pouvoirs publics.

Nous espérons que les lecteurs de cette information l'auront compris.

RACHIDA DATI

Le Figaro vient de publier une photo de Rachida Dati. Lorsque la photo a été prise elle portait une bague signée Chaumet et d'une valeur de 15 600 €

Le journal a fait disparaître la bague de la photo.

L'Express qui possédait aussi la photo non retouchée a révélé la manipulation sur son site Internet.

Peu nous importe après tout que cette dame se paye ou se fait offrir une bague de grand prix. Mais cela montre le peu de confiance que l'on peut faire aux journaux dans quelque domaine que ce soit.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

KEYNES

[Réseau Liberté](#)

Jacques Garelo est des plus amères : "Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappé. La peste keynésienne envahit les esprits, et je me trouve chaque jour confronté à des gens qui présentent tous les symptômes de la maladie (...)".

Le chef de l'Etat a donc annoncé qu'il ferait connaître, le 4 décembre prochain, les modalités d'un plan de soutien très puissant à l'activité économique.

A la moindre bourrasque, fût-elle, comme aujourd'hui, muée en un ouragan dévastateur, la malédiction keynésienne s'empare, sans plus réfléchir, de l'esprit improductif de nos élites politiques.

De plus, il faut bien noter que toutes les promesses envolées de la bouche de notre président ne reposent sur rien de tangible; comme les esprits de nos princes, les caisses de l'Etat sont désespérément vides.

Car cette posture est non seulement superfétatoire mais se révèle aussi complètement fausse dès lors que que l'on se donne la peine de regarder les choses avec lucidité : a contrario, c'est le meilleur moyen de perpétrer les pires forfaits politiques.

Pour les libéraux : "Un grand plan de relance consiste donc à libérer la créativité, et à rendre aux Français l'argent qui leur a été injustement confisqué par un Etat rapace et une Sécurité Sociale en déroute. Mais qui en a le courage ?".

En effet, qu'y a-t-il de commun entre l'action chimérique d'inonder les marchés avec de la monnaie virtuelle et le fait, plus tangible d'emblée et positif à terme, de desserrer le garrot qui étrangle les Français en leur confisquant leur liberté ? Strictement rien. Dans un

cas on croit avoir découvert la pierre philosophale qui, hélas, reste de plomb, dans l'autre, on est au moins sûr d'avoir le beurre et peut-être même, si l'on est tenace, l'argent du beurre et la riche crémière !

"Car", Plutôt que de se précipiter dans les bras de l'anachronique Mr Keynes, "il faut en revenir à Bastiat : ce que l'on voit c'est le "sauvetage" des banques, ce que l'on ne voit pas est le coût de financement. Le coût c'est l'inflation, qui à son tour entraîne le chômage; le coût, c'est la dette publique qui à son tour entraîne davantage de prélèvements obligatoires (et dès aujourd'hui à cause du service de la dette)".

Une lucidité politique, économique et sociale, donc, dont nos énarques en particulier sont aujourd'hui tragiquement privés : "Il est temps de comprendre en profondeur le fonctionnement des marchés. C'est la meilleure prévention contre cette terrible épidémie" écrit encore et toujours Jacques Garelo.

Aussi les libéraux préfèrent-ils préserver l'avenir plutôt que de faire stérilement droit à l'immédiateté, surtout en période de gros temps : refusons de donner tête baissée dans une facilité malthusienne et même si la douleur est vive au début, serrons les dents en laissant les marchés se purger de leurs actifs toxiques.

Mais plus incorrectement politique... tu meurs !!

* Jacques Garelo, La Nouvelle Lettre No 977 du 1er décembre 2008 et www.libres.org.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

L'ARCHAÏSME SOCIALISTE

Au PS la pathétique partie de rigolade relative à l'élection d'un nouveau secrétaire général a occulté en partie le ridicule de propositions issues des différentes motions. C'est dommage, car il faut bien connaître ce que proposent les candidats pour réaliser jusqu'où il faut aller afin de convaincre des militants dont l'archaïsme tient de l'autisme, ignorant qu'ils sont des mécanismes de la société et des leçons de l'histoire.

Les socialistes c'est l'aveuglement. Et l'idole des inspecteurs du travail, le pourfendeur trotskyste de Claude Duviau en fait la brillante démonstration : « Les néolibéraux sarkozystes (sic) s'attaquent à l'école publique alors qu'elle est l'une des plus efficaces du monde, l'une des moins coûteuses du monde. » Esquissons un sourire et ne faisons pas

l'affront à ce triste sire de lui communiquer les chiffres internationaux de l'enquête Pisa 2006. Des chiffres qui établissent la dégradation du niveau des élèves français passé sous la moyenne des pays de l'OCDE pour un coût par tête qui lui est supérieur.

Les socialistes c'est l'anti-subsidiarité. Ben oui, après tout pourquoi laisser les parents s'occuper de leurs enfants alors que l'État pourrait s'en charger, c'est ainsi que Martine Aubry a jugé que : « L'État a aussi des domaines nouveaux à investir, nouveaux pour lui, qui relèvent parfois de l'intime : les relations homme-femme, les relations parents-enfants et le droit de la famille. » On sait bien depuis Danton que les enfants appartiennent à l'État avant d'appartenir à leur famille. Les discussions sur la motion Aubry devaient donc tourner autour de la mise en place d'une crèche obligatoire en sortie de maternité avec sensibilisation des bébés à une éducation citoyenne, Gérard Filoche parle là de la création d'un sévice public de la petite enfance. On a débattu aussi d'un droit officieux des chefs d'établissement de mettre en place un signalement pour toute réflexion néolibérale émise par des élèves avec possibilité de placements en familles d'accueil. On a pu débattre de la mise en place d'une taxe supplémentaire sur les pilules contraceptives et les préservatifs afin de financer l'accès à la sexualité de populations discriminés lors de choix de partenaires. La Halde pourrait d'ailleurs mettre en place un numéro vert pour les losers de la drague.

Couché la gauche, au pied, sage !

Un collectif baptisé « Debout la gauche ! » approfondit les positions idéologiques du PS en demandant une rupture avec le capitalisme pour la construction du socialisme. Une idée neuve à la mode des Soviétiques que ce socialisme là, mais amusons nous plutôt à la lecture de leur contribution au ridicule dans lequel a sombré le congrès de Reims (<http://ddata.over-blog.com/xxxvvy/0/32/47/54/04---Debout-la-gauche--.pdf>) : « Aux dévastations humaines sans limite engendrées par la liberté individuelle et la libre initiative – le capitalisme -, nous opposons la perspective du socialisme qui reste cette idée neuve pour l'égalité - par le bas -, l'émancipation sociale - par la soumission au Parti et à ses organes -, la paix et la libération des peuples -par la suppression des zones mondiales de non droit socialiste - »

L'idée neuve est précisée plus loin : appropriation collective des moyens de production et d'échange. Mais, dans un premier temps, il est question d'abroger les lois antilibérales – oups antisociales – de Sarkozy. Des lois antilibérales à abroger on en voyait bien, mais antisociales on cherche encore... Dans un deuxième temps, il faudrait donner de nouveaux moyens de contrôle à l'État. C'est vrai que la socialisation de plus de la moitié des richesses créées c'est pas suffisant, la colonisation des esprits des enfants par l'école et des consciences par les media ne vont pas encore assez loin dans la mesure où tous les moyens dont dispose l'État n'ont pas encore réussi à donner le goût du socialisme au peuple.

Un passage progressif au socialisme c'est pas trop lent ?

Non, avec de nouveaux moyens de contrôle c'est vite fait. Bon bien sûr dans le cadre de la mondialisation, le contrôle complet des circuits financiers apte à instaurer le socialisme n'est pas aisé.

Mais le programme de Debout la gauche ne recule pas devant l'irréalisme : suppression de toute fin de contrat et interdiction de facto des licenciements, rigidification du droit du travail (si si c'est encore possible dirait Filoche), mise à sac du moindre profit au bénéfice de la Sécu pour faire fuir les capitalistes du pays avec leur remplacement par des immigrés

attachés à leurs droits sociaux. Évidemment les capitalistes qui auront fuit partiront le cul nu puisque les mouvements de capitaux seront taxés et que la criminalisation de l'évasion fiscale permettra de récupérer les fonds où qu'ils se situent.

Disparition des propriétaires en complétant le droit au logement opposable par la réquisition : un peuple de locataire est un premier pas vers la disparition des mentalités individualistes et de l'esprit d'entreprise.

Éradication également des mentalités petites bourgeoises qui poussent certains favorisés à pratiquer des activités dangereuses aux dépens de la société telles que le ski, l'alimentation fast-food et l'achat de produits non écologiquement corrects. François Hollande proposait seulement de taxer leurs mauvais penchants au bénéfice de la Sécu, mais l'idée y était.

En matière de conversion des esprits il faudra aussi renforcer les pans non étanches du système d'éducation socialiste donc suppression de l'enseignement privé même si une partie était bien-pensante. Et à cet égard renforcement du caractère idéologique du recrutement des enseignants.

Pour conclure cette contribution dans l'esprit qui lui a présidé, reprenons leur bon mot très moderne : « En avant, camarades, pour que vive le socialisme et vive la République sociale ! »

D'accord ces gars là ont passé les 80 dernières années au fond d'un blockhaus administratif avant qu'on les sorte du formol, mais c'est aussi et surtout cela la base du PS moderne.

Prégentil

Le site ADEL : <http://libertariens.chez-alice.fr>
